

Rétroactif, en espèces, partout, pour tout et maintenant.

LUTTES POUR UN SALAIRE

Au cours des dernières années, nous avons vu les initiatives d'étudiant.e.s et de stagiaires de plusieurs endroits dans le monde se multiplier pour revendiquer la fin de leur travail gratuit. Sur le continent africain, des enseignant.e.s stagiaires du Maroc et du Gabon font la grève pour réclamer le placement en emploi après études et la régularisation de leur statut de travailleur.euse.s, alors qu'en Tunisie les stagiaires de l'hôtellerie font la grève pour exiger des conditions d'études décentes. Les mobilisations ont également gagné l'Europe, où, notamment, le mouvement étudiant du Luxembourg demande la rémunération de tous les stages (et obtient gain de cause)[^1]. La *Global Intern Coalition*, regroupant des associations d'Italie, de Grande-Bretagne, d'Australie, du Portugal, de la France, des Pays-Bas, d'Autriche, du Kosovo, du Nigeria, de Belgique et de Suisse, a aussi lancé, depuis 2013, plusieurs appels à la grève pour des stages rémunérés et des protections légales. Plusieurs CRIS et CUTE ont d'ailleurs initié et co-signé des appels internationaux durant cette campagne, que ce soit dans le cadre de la *Global Interns Day*[^2] le 10 novembre 2017 avec des groupes politiques affinitaires et syndicaux ainsi que des associations étudiantes du Canada, des États-Unis et du

Mexique, ou encore lors de la venue du G7 au Québec en juin 2018.

À l'automne 2018, la rencontre entre une militante du CUTE UQAM et quelques groupes étudiants en Europe a également permis de tisser des liens de solidarité autour de la revendication d'un salaire étudiant et de la lutte contre le travail gratuit. Une première collaboration a abouti en un appel à se joindre à la grève des femmes cosigné par le Réseau européen des syndicats étudiants de base, composé de *SUD Étudiant.e.s et précaires* (SUD-EP) en Suisse romande, de *Solidaires étudiant-e-s* en France et de *Union syndicale étudiante* (USE) en Belgique^[^3]. La participation des militant.e.s étudiant.e.s et féministes à la grève des femmes en Suisse et en Belgique, respectivement le 8 mars et le 14 juin 2019, a permis de rendre visible le caractère genré des stages non rémunérés et le recours croissant des États, des entreprises et même des organismes sans but lucratif à cette forme d'exploitation. Et dès cet automne, les militant.e.s de l'USE et de SUD-EP débiteront leur campagne pour la rémunération de tous les stages, constatant que cette situation prend de l'ampleur chez elles aussi^[^4]. De plus, une grande assemblée européenne sur la question du salaire étudiant est annoncée pour le printemps 2020.

Comme au Québec, les campagnes européennes pour la rémunération des stages articulent l'adéquation entre les études et le marché du travail, ce qui révèle immédiatement les limites juridiques autour desquelles se structure l'extorsion du travail étudiant. En France par exemple, les militant.e.s les plus alertes critiquent les contournements que les employeurs utilisent pour éviter de compenser, comme la loi l'oblige, les stagiaires après deux mois de travail (comme les stages de deux mois moins un jour, le changement du nom de l'employeur en cours de stage, etc.). Le *Collectif Interfac Autonome* (en Île-de-France) pousse également la réflexion plus loin dans son manifeste, au sein duquel il

affirme que « Notre temps dit "d'étude" n'est pas séparé de notre temps de travail. L'université est une machine à précarité comme une autre »^[5].

Ce lien entre le travail et les études, nous l'avons répété *ad nauseam*. Et c'est par la revendication d'un salaire étudiant que l'on tente de sortir de cette dynamique qui maintient les étudiant.e.s et les stagiaires dans la précarité. L'obtention d'un salaire est également gage d'une reconnaissance symbolique de la valeur de notre travail et identifie le rapport de pouvoir entre les étudiant.e.s, les professeur.e.s et les administrations scolaires. Fortement inspiré.e.s des mouvements féministes et marxistes autonomes italiens et nord-américains des années 1970, nous avons voulu remettre à l'ordre du jour la revendication du salaire étudiant, qui avait été délaissée au Québec depuis le milieu des années 1970. Notre objectif était donc de faire reconnaître le travail reproductif au même titre que le travail productif dans la logique salariale. Pour ainsi dire, notre travail, tout comme celui des femmes à la maison, sert à reproduire ou à préparer une main-d'œuvre qualifiée pour le marché du travail. Et la fin des stages non rémunérés, comme revendication immédiate, représentait en quelque sorte la pointe de l'iceberg permettant d'aborder tout le reste du travail effectué en classe^[6].

Bien que le salaire étudiant soit toujours sur le radar des principales organisations étudiantes en Europe francophone, gageons que ces militant.e.s se sont buté.e.s et se buteront encore à des critiques et à des réactions similaires à celles reçues au cours de la campagne des CUTE de la part de différentes tendances de gauche. Les critiques à l'endroit du salaire étudiant n'ont d'ailleurs rien de surprenant, puisqu'elles s'apparentent à celles formulées à l'égard des militantes pour un salaire au travail ménager au cours des années 1970 et, un peu plus tard, aux militants de *Wages for Students* qui, bien avant nous, défendaient un salaire pour le

travail gratuit comme stratégie de lutte pour la réduction du temps de travail. Revenons sur quelques éléments importants de cette stratégie.

Le salaire comme stratégie

Aliéné.e.s sans travail

Durant la campagne, certain.e.s profs et étudiant.e.s de gauche ont affirmé que de lutter pour l'obtention d'un salaire allait à contresens de la lutte pour l'élimination des rapports marchands qui lient les individus au sein du capitalisme. Tantôt plus à gauche, tantôt plus conservatrice, on a entendu une critique de la marchandisation de l'éducation qui défend l'éducation comme une institution publique à préserver hors des rapports marchands. C'est le cas, par exemple, de Stéphane Chiarello, enseignant en gestion des ressources humaines de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui a publié une lettre ouverte au moment de l'annonce d'un financement pour compenser le stage final en éducation. Selon lui, cette nouvelle mesure « *continue lentement, mais sûrement, à assimiler la population à une logique de marché. Il ne reste qu'un pas à franchir pour choisir la privatisation plutôt que la gratuité* »^[7]. Cette position, quasi hégémonique dans la gauche étudiante durant la grève de 2012, illustre bien le mythe qui persiste selon lequel sans salaire, le secteur de l'éducation serait « hors du marché ».

Les plus « syndicalistes » proposent plutôt de se concentrer à l'amélioration des conditions de travail en emploi (avec la campagne pour un salaire minimum à 15\$/heure par exemple). Un autre groupe de l'UQAM d'inspiration appelliste préfère frapper l'imaginaire en proposant la « destitution » du travail (dans ses rêves ou par le sabotage, c'est selon) sans pour autant quitter l'école. Dans un des zines qu'il a produit à l'hiver 2019, on pouvait lire que l'université demeure « *un terreau fertile au développement de nouvelles idées, à la*

redécouverte d'anciennes pratiques de soin qui brassent, pour rencontrer d'autres gens un peu paumés qui veulent autre chose ». Dans l'édito du même zine, on défend l'université comme un lieu d'échanges et de partages de connaissances qui sert à « *nous rendre plus brillant.e.s collectivement* »^[8]). Cette posture, que l'on pourrait qualifier au mieux de candide, ne rend ainsi compte que d'une réalité très partielle de l'éducation.

Bien souvent, cette critique de la marchandisation contre le salaire étudiant s'accompagne de l'idée qu'un salaire accentuerait l'aliénation de l'activité étudiante. Comme si, du jour au lendemain, l'obtention d'un salaire signifierait l'aliénation immédiate. Comme si, parce qu'ils reçoivent un salaire, les stagiaires en génie seraient plus aliénés que les stagiaires en soins infirmiers – ces dernières exécutant leurs tâches gratuitement. Ou encore, comme si la gratuité du travail représentait un espace hors de la pression à la productivité et des rapports de domination qui encadrent le monde du travail, ou comme si les étudiant.e.s contrôlaient les finalités et les conditions de leur activité parce qu'elle n'est pas salariée.

Les réactions face à la grève des stages ont pourtant démontré toute la pertinence de concevoir les études comme un travail alors que le traitement des grévistes se rapprochait fortement de celui réservé à des employé.e.s. Les exemples frôlent parfois le ridicule. Comme lorsque, durant la grève, un enseignant dans une école primaire s'est retrouvé dans l'embarras parce qu'il avait pris des engagements envers des collègues en comptant sur la présence du stagiaire qu'il supervisait pour pallier son absence en classe. Un autre stagiaire, cette fois dans un organisme communautaire, s'est vu offrir un emploi *rémunéré* au même endroit pour contrer son absence durant la grève des stages. Et dans les universités, plusieurs directions de programmes ont exigé de manière non uniforme la reprise des heures de stage manquées pour se

comparer aux « *conséquences dans une situation d'emploi où il y aurait perte de salaire* ». Pourtant, d'autres stagiaires des mêmes programmes ou des mêmes facultés avaient eu des ententes plus accommodantes. On sait également que la plupart des heures de stage manquées à cause de tempêtes ou de maladie ne sont que très rarement reprises. L'exigence de la reprise des heures de grève ne représentait donc plus une question d'évaluation des compétences des stagiaires, mais bien une évaluation de leur obéissance.

Ne serait-ce donc pas plutôt par paternalisme ou par mépris que la gauche étudiante et professorale ne considère pas la nécessité de rejeter leur propre salaire pour s'émanciper de ce rapport aliénant ? Ce discours contre la salarisation ne servirait-il pas à mystifier des intérêts corporatistes dans la hiérarchie universitaire ? Comme l'a déjà souligné et critiqué Rancière, cette posture des profs de gauche au sein de l'université soutient une position corporatiste et dominante au sein de l'institution scolaire. L'opposition d'une figure comme Althusser aux revendications étudiantes gauchistes, comme le salariat étudiant et le travail collectif, au nom de la détention d'une science infuse par les profs lui permettait ainsi de défendre sa propre position dans la hiérarchie universitaire, de même que la domination des intellectuels du *Parti communiste français* sur les « masses »^[9].

Nous pouvons également transposer la logique de cet argumentaire à d'autres champs de la reproduction pour en souligner l'incohérence. Personne ne remettrait en question, par exemple, la lutte pour la reconnaissance du travail des sages-femmes parce qu'elles seraient responsables de marchandiser le rapport à la naissance. Comme le soulignait récemment l'auteure et militante Sophie Lewis en réponse aux féministes contre la reconnaissance de la gestation par autrui (GPA) : « *Il est plus qu'inutile de claquer des doigts et de déclarer que « certaines choses ne devraient pas être à*

vendre » (impliquant par là que d'autres choses seraient à vendre). La vérité c'est que malheureusement, comme nous vivons dans un monde capitaliste, ces choses sont déjà à vendre »^[10]. En appelant ainsi les principaux.ales concerné.e.s à s'organiser contre leur travail et contre ceux et celles qui en tirent profit, la revendication d'un salaire vise à dénaturer le travail gratuit qui est effectué et à exprimer les rapports de force présents dans les relations qui l'encadrent (par exemple entre les profs et les étudiant.e.s). « *A wage is not just a bit of money, but the fundamental expression of the power relation between capital and the working class* »^[11], écrivaient déjà en 1975 les militantes pour un salaire au travail ménager. L'obtention d'un salaire signifiait donc un premier pas vers, à la fois, la redistribution des ressources et la reconnaissance du travail.

La proposition de salarier des activités déjà effectuées par les stagiaires, parmi lesquel.le.s les femmes sont surreprésentées, ne visait donc pas à « *s'enfoncer dans une identité genrée et les rôles qui y sont associés* »^[12], mais plutôt à pointer du doigt comment la division genrée du travail déborde largement le marché du travail, afin d'accorder plus de pouvoir aux étudiant.e.s les plus marginalisé.e.s. En utilisant l'imaginaire de la grève des femmes pour parler de la grève des stages, il n'est ainsi pas question de renforcer la binarité des genres, ni de confiner les femmes aux soins, à l'éducation ou aux arts, domaines dans lesquels les stages non rémunérés sont courants, mais plutôt de révéler le fait que cette réalité n'affecte pas tout le monde de la même façon.

Bref, on n'abolit pas la marchandisation sans abolir le travail, comme on ne devient pas responsables des transformations du système d'éducation en nommant les choses telles qu'elles le sont. Bien sûr, si l'on reconnaît que l'école reproduit les classes sociales, elle reproduit par conséquent aussi les classes dominantes et forment ceux et

celles destiné.e.s à la répression (police, juge, agent.e de l'aide sociale, etc.)[^13]. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille disqualifier les luttes dans le milieu de l'éducation ni rejeter le caractère universel de la revendication. Au contraire, la lutte pour le salaire étudiant exprime une forme de lutte des classes dans l'institution scolaire. L'entrée par les programmes avec des stages non rémunérés pour parler de salaire étudiant représentait justement une façon de nous organiser avec des personnes qui, comme la plupart d'entre nous, une fois sur le marché du travail, vont continuer à occuper des emplois avec des conditions de travail difficiles. Elle permet de s'approprier collectivement un discours critique et des pratiques d'organisation dans des domaines tels que les soins infirmiers, l'éducation à l'enfance ou les arts, où les discours sur la vocation et la passion continuent de justifier le travail non rémunéré. D'ailleurs, la reproduction des classes dominantes n'est pas écartée avec une revendication en faveur de la gratuité scolaire, dont aucune tendance ne rejette l'universalité. Car il ne suffit pas que l'école soit gratuite pour qu'elle devienne accessible à tou.te.s; le salaire étudiant en constitue la suite logique.

Défendre l'autonomie jusqu'au bout

Il importe de le reconnaître : « *le fait de travailler gratuitement pour le capitalisme ne constitue pas un acte révolutionnaire* »[^14]! Dans cette perspective, nous avons présenté, comme d'autres l'ont fait avant, la revendication d'un salaire comme une lutte pour la réduction du temps de travail et l'extension du temps libre[^15]. Typiques des discours construits « de haut en bas », les discours critiques contre la marchandisation et contre le travail ont offert peu d'ancrages pour discuter à large échelle de luttes et d'attaques contre le système capitaliste, dont les cégeps et les universités sont d'importants rouages. Pourtant, force est de constater que l'autonomie financière représente un élément

non négligeable dans un processus de désaliénation. Elle facilite, notamment, le bris de relations de dépendance imposées par la famille, le couple, la colocation, le travail salarié, etc.^[16] Et on pourrait se demander, d'ailleurs ; qui a ce luxe de rejeter un salaire qui permet de subvenir à ses besoins dans un système capitaliste ?

De surcroît, au sein de la gauche étudiante et professorale, comme dans « l'opinion publique », l'urgence de rémunérer les stages était plutôt admise. Que ce soit par la compensation ou le salaire, même nos opposant.e.s reconnaissent la nécessité d'adresser la précarité des stagiaires, surtout les stages en fin de programme, parce que leur travail ne se résumait pas à la formation. Cette posture reconnaît donc la partie « visible » – parce qu'assimilable à un travail déjà salarié – de l'activité étudiante, sans pour autant reconnaître le travail de formation en classe. Et cette distinction tient également pour certains groupes avec lesquels nous avons échangés en Europe, comme l'*Union des étudiants communistes*, qui tout en revendiquant un salaire étudiant, maintient une position abolitionniste sur le travail du sexe.

En fin de compte, la différence entre les analyses proposées par les CUTE et celles qui rejettent le salaire étudiant au nom de la marchandisation de l'éducation (ou de la vie) réside dans des distinctions théoriques sur le caractère « totalisant » du capital, à savoir si les scènes d'exploitation et de violences à l'école, comme dans la sphère domestique, prennent racine dans le système capitaliste patriarcal et colonial actuel ou non. C'est également en considérant la totalité capitaliste qu'on peut déduire le caractère productif des études. Comme le dit Negri, « *Pour soutenir nos réflexions sur le travail étudiant, il fallait dépasser le concept de travail immédiat dans la production de la valeur [...] le travail productif intervient dans la production et dans la circulation, donc qu'il ne se réduit pas au seul travail immédiat. Ainsi, pour travailler sur le travail et sur*

l'organisation sociale, il faut toujours regarder ce qui se passe au niveau de la totalité capitaliste. À partir du concept de capital qui planifie la société, on arrive à l'idée que la société planifiée produit de la valorisation »^[17] Inspirées des analyses entourant le salaire au travail ménager, les militant.e.s des CUTE ont défendu l'idée selon laquelle le travail étudiant, tout comme le travail domestique ou le travail du sexe, fait partie de la sphère de la reproduction et participe à la construction et au maintien du capitalisme. C'est donc l'analyse de ce système qui permet de voir que ce sont les femmes, et particulièrement les femmes racisées et dans les pays du Sud, les principales affectées par la nouvelle division internationale du travail.

La revendication d'un salaire pour le travail gratuit porte ainsi avec elle tout un autre rapport au « privé », au domestique, à l'amour, et, dans le cas qui nous concerne, à l'école. Nous ne considérons plus que l'éducation est seulement un service dont nous sommes bénéficiaires. La revendication d'un salaire n'est pas non plus réductible à un programme électoral ou une question comptable. « *Nous exigeons tout* »^[18] (<https://lucid-khorana-dd9246.netlify.app/retroactif-en-especes-partout-pour-tout-et-maintenant/#fn18>). En 1976, les militantes du comité new-yorkais pour un salaire au travail ménager réclamaient un salaire en comptant et rétroactif, et même un logement gratuit pour toutes les femmes puisqu'elles considéraient le foyer comme un espace de travail. Nous exigeons une éducation gratuite et payée – sans gêne et entre autres choses.

Désirer mieux

L'objectif politique de la campagne des CUTE était donc de montrer comment, quand et où l'exploitation à l'école ou en stage se produit, même si elle est invisibilisée par l'absence de relation salariale ou de droits sociaux, et d'unir les femmes et les personnes les plus précaires dans des luttes menées sur le terrain de la reproduction. En exposant une

vision critique du système d'éducation inconciliable avec l'argumentaire d'une « institution à protéger », nous cherchions à pointer du doigt l'école comme appareil de reproduction de classes sociales, en dénonçant les situations d'exploitation vécues, à commencer par les stages.

Et en ce sens, il était clair que de lire Adorno, Benjamin, Foucault ou Federici en classe ne suffisait pas à « *devenir plus brillant.e.s collectivement* » ou à développer notre plaisir à l'école. Et depuis qu'on étudie Marx à l'école, il semble que cette idée est une évidence : le grand soir n'est pas advenu par cette voie. L'enceinte académique n'avait rien de l'idéal humaniste libéral, émancipateur, voire subversif, des critiques de la marchandisation lues et entendues avant et durant cette campagne. Il fallait, *justement*, nommer et dénoncer le cadre imposé de l'université, l'enseignement de savoirs figés et lissés : un premier pas pour lutter concrètement contre ceux-ci, pour développer de nouvelles idées, les mettre en débat et aller plus loin.

Évidemment, la conception des études comme un travail ne signifie pas qu'il y a absence ou impossibilité de plaisir et de désir à l'école – comme dans n'importe quel autre emploi. Personne ne nous oblige à détester notre emploi. Personne ne nous oblige à arrêter d'apprendre non plus lorsqu'on travaille. Mais pour nombre d'étudiant.e.s, l'expérience aux études est minée par ses conditions de production, que ce soit la précarité ou la dépendance financière. Elle représente d'abord une sorte de passage obligé pour améliorer nos conditions de vie; un espace de conflits, accaparé de violences plus ou moins banales, où plusieurs étudiant.e.s croulent sous les dettes. La revendication d'un salaire pour les études peut aussi permettre d'adresser les rapports de pouvoir entre professeur.e.s et étudiant.e.s, dénoncés depuis des années, qui continuent de dissimuler toutes sortes d'abus. Puisqu'elle implique certaines protections légales, elle permet de formuler un argument supplémentaire pour rompre avec

la culture d'impunité qui règne en matière de harcèlement et de violences sexuelles, qui affecte en plus grand nombre les femmes, les minorités de genre, les personnes en situation de handicap et les personnes racisées.

C'était donc une vision tronquée et partielle, sinon idéaliste et élitiste, du rôle et des usages de l'université qui a été défendue maintes fois en opposition aux analyses proposées par les CUTE. En quelque sorte, cette vision s'apparente aux discours s'opposant à l'idée d'un salaire au travail ménager, sous prétexte que l'échange domestique serait aussi un espace d'amour et de réciprocité. Évidemment, « *il y a toujours plus d'une chose en jeu dans le travail. Mais insister sur la dimension d'exploitation du travail, c'est une stratégie de démystification nécessaire* »^[19]. Les termes du débat ne peuvent donc pas se résumer à une opposition « pour ou contre le travail » ou « pour ou contre l'école marchandisée » (évidemment que nous sommes contre). Or, comme l'a déploré l'intellectuelle et militante du *Front de libération des femmes du Québec* (1969-1971), Louise Toupin, au sujet du mouvement du salaire au travail ménager, la revendication d'un salaire pour le travail gratuit a été mal comprise par plusieurs de ses opposant.e.s^[20]. Réduite à une revendication réformiste ou à une position « pro-travail » (nous attendons toujours notre paie du *Conseil du patronat* pour cela), la revendication d'un salaire pour les études a peut-être été balayée trop rapidement de la main par certaines tendances de gauche.

C'est vrai, la grève générale de courte durée à l'hiver 2019 n'a pas permis de débattre du salaire étudiant autant que nous le souhaitions. En plus, il faut admettre que les militant.e.s des CUTE ont investi la plupart de leurs efforts dans la défense et l'organisation de la grève des stages, ce qui a limité les occasions de proposer et de débattre de cette revendication aussi loin que voulu. Mais nous espérons que ces analyses et les échanges ont permis d'alimenter les réflexions

sur le travail reproductif au sein de la gauche étudiante. En plus d'avoir rapporté quelques fruits (par l'obtention d'une bourse pour les stagiaires de certains programmes), nous avons, somme toute, contribué à rendre visible l'importance du travail gratuit dans l'organisation du capitalisme sur le dos de ces travailleurs, et surtout de ces travailleuses, sans salaire. Force est de constater que c'est de l'autre côté de l'Atlantique que cette lutte étudiante se poursuivra durant l'année à venir, et c'est avec enthousiasme que nous partagerons nos expériences et réflexions pour que sa portée puisse dépasser celle de la grève des stages au Québec.

Par ***Annabelle Berthiaume, Nicholas Bourdon et Phil Mathieu***

Notes

[^1]: Thomas Holzer, « Tous les stages seront rémunérés au Luxembourg », L'Essentiel, 29 mai 2019.

[^2]: Journée internationale des stagiaires, 10 novembre 2017, www.globalinternsday.org/fr/accueil/

[^3]: « Pour la fin du travail gratuit : Grève des femmes de la maison à l'école ! », Dissident.es, 4 février 2019

[^4]: Pour l'USE, voir Pour une rémunération de tous les stages ! <http://tiny.cc/usebe>, et pour SUD-EP, voir Je bosse. Tu me paies. <http://tiny.cc/sudep>

[^5]: « Nous sommes le CIA », Acta, <http://tiny.cc/ciafr>

[^6]: Le lien logique entre la revendication pour la rémunération des stages et celle d'un salaire étudiant, même la ministre libérale de l'Enseignement supérieur, Hélène David, l'a reconnu en nous interpellant en 2017 : « Pourquoi, quand t'es assis dans une salle de classe, t'es pas payé, et quand tu vas faire un premier apprentissage de formation en milieu de travail, il faudrait que tu sois payé ? ». Elle

cherchait ainsi à discréditer la revendication d'un salaire pour les stagiaires, admettant la porte qu'elle ouvrirait autrement. Citation issue de : « David ferme la porte aux stages rémunérés », Le Soleil, 4 mai 2017.

[^7]: Stéphane Chiarello, « Une rémunération pour des stages? », Le Devoir, 30 mars 2018.

[^8]: Ingouvernables, On s'est radicalisé dans nos temps libres / Nous ne voulons pas être des étudiant.e.s, nous sommes des délinquant.es, 2019.

[^9]: Voir Jacques Rancière, La leçon d'Althusser, La Fabrique, 2012, 254 p.

[^10]: « Le féminisme contre la famille : entrevue avec Sophie Lewis », Acta, 24 août 2019.

[^11]: Traduction libre : « un salaire n'est pas seulement un peu d'argent, mais l'expression fondamentale d'une relation de pouvoir entre le capital et la classe laborieuse ». Nicole Cox et Silvia Federici, Counter-Planning from the Kitchen, Falling Wall Press, 1975.

[^12]: « Féministes, c'est-à-dire contre le travail », MTLContreinfo, 2018.

[^13]: C'est ce qui a été souligné par le Mouvement étudiant révolutionnaire (maoïste) : « À propos du salariat étudiant et du rôle de l'éducation dans le capitalisme », <http://tiny.cc/mer>, de même que par le groupe Temps libre : « Pour une redéfinition du sujet de la lutte », <http://tiny.cc/tempstl>

[^14]: « Salaire critique : sur la rémunération des stages et le salaire étudiant avec George Caffentzis », Histoire engagée.ca, 13 novembre 2018.

[^15]: Voir, par exemple, le texte « Du temps libre » de Sandrine Belley, Annabelle Berthiaume et Valérie Simard dans

le CUTE Magazine, no 3, hiver 2018, /du-temps-libre/

[^16]: C'est d'ailleurs ce que défendait déjà le Comitato per il Salario al Lavoro Domestico di Padova en 1977 en s'adressant aux différentes tendances de la gauche révolutionnaire autonome. Voir « Le operaie della casa (1977) », Viewpoint Magazine, 31 octobre 2015.

[^17]: Antonio Negri, Travail vivant contre capital, Éditions sociales, 2018, p. 49-50.

[^18]: « Le féminisme contre la famille : entrevue avec Sophie Lewis », Acta, 24 août 2019.

[^19]: « Le féminisme contre la famille : entrevue avec Sophie Lewis », Acta, 24 août 2019.

[^20]: Louise Toupin, Le salaire au travail ménager : chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977), Éditions du remue-ménage, 2014, 452 p.